

Série d'été 1/6

Etre athée
aujourd'hui

Dans le monde

Cette semaine. "La Libre" se penche sur la façon dont l'athéisme est vécu aux quatre coins de la planète, là où il est puni par la mort, là où il est encore ostracisé, là où il est légal mais toujours mal vu.

La non-croyance est-elle vraiment la troisième "religion" la plus développée au monde? En effet, le think tank américain Pew Research Center estime qu'il y aurait 1,2 milliard de "non-croyants" – dits "nonnes" – dans le monde, aux côtés de 2,3 milliards de chrétiens, 1,8 milliard de musulmans et 1,1 milliard d'hindous. Mais ce terme englobe les athées, qui sont convaincus

que Dieu n'existe pas, les agnostiques, qui s'estiment incapables de trancher, et les personnes croyantes sans affiliation religieuse. Il est en réalité difficile de quantifier le nombre exact d'athées dans le monde, tant l'apostasie reste souvent taboue, même si, d'après l'institut de sondage Gallup, ils représenteraient environ 9 % de la population mondiale. Largement minoritaires – il n'y a qu'en Chine, où l'athéisme fait office de "religion" d'Etat, qu'ils représenteraient 67 % de la population –, les individus niant l'existence d'une divinité sont tantôt persécutés et menacés, tantôt discriminés ou, au mieux, ignorés.

Hérétiques, déments, communistes, immoraux, satanistes, traîtres, anti-patriotes : ces "infidèles" ont souvent la vie dure. L'apparition des réseaux sociaux a certes joué un rôle dans la libération de la parole athée et le développement d'un sentiment d'appartenance à une communauté. Le Pew Research Center prévoit néanmoins un déclin du nombre de "non-croyants" dans les années à venir, les personnes religieuses ayant tendance à faire beaucoup plus d'enfants et leur transmettre la foi. De plus, à l'heure où certaines régions du monde font face à un retour du fondamentalisme religieux, les athées ne sont pas au bout de leurs peines.

En Roumanie, l'athéisme est associé au communisme et au satanisme

Dans la cour du Parlement roumain, reliquat de la mégalomanie de l'ancien dictateur Ceausescu, sortira de terre la "Cathédrale du salut de la nation", moyennant près de 100 millions d'euros, voire plus d'un demi-milliard, si l'on en croit ses destructeurs. Ce lieu de culte orthodoxe aux dimensions titanesques, le plus grand du monde, a fait couler beaucoup d'encre tant son coût démesuré, son emplacement – sur un terrain d'une valeur de 200 000 euros cédé gratuitement par l'Etat – et son nom en disent long sur le pouvoir de l'Eglise orthodoxe et la conception même de l'identité roumaine. "La Cathédrale du salut de la nation signifie que le peuple roumain ne peut être sauvé que s'il est orthodoxe. Et que tu ne fais pas partie du peuple roumain si tu n'es pas orthodoxe", soupire Remus Cernea. Cet ancien député indépendant, ouvertement athée et militant infati-

gable pour la protection des droits civiques, en sait quelque chose, lui qui a été la cible d'une déferlante de haine lorsqu'il s'est opposé avec succès, aux côtés d'autres citoyens, à la cession par l'Etat, en 2004, d'une partie du Parc Carol de Bucarest pour la construction de cette cathédrale. "On nous accusait d'être des anti-Roumains, opposés à l'Histoire de la Roumanie, aux traditions. Ou encore d'être des satanistes athées, alors que c'est une contradiction en soi, puisque si tu es athée tu ne crois pas que Dieu et Satan existent", se souvient-il.

L'Eglise, garante de l'identité nationale

En Roumanie, la séparation entre l'Eglise et l'Etat reste embryonnaire, tant la nation et l'orthodoxie sont par essence liées. "Cela remonte au XIX^e siècle, à ce que l'on appelle l'ethnophylétisme, qui consiste à concevoir l'ethnicité comme point fondamental de l'Eglise. Les Eglises orthodoxes sont par

conséquent les garantes des identités nationales", explique Olivier Gillet, professeur en histoire des religions à l'Université libre de Bruxelles. Revers de la médaille : "Le fait de perdre sa religion est associé à une perte d'identité, voire une maladie identitaire", ajoute l'expert, qui a collaboré à l'ouvrage "L'Athéisme dans le monde" (Aba Editions).

De plus, en 1989, au lendemain de la chute du régime communiste qui avait fait de l'athéisme la "religion" d'Etat, la démocratie est devenue synonyme de foi. Depuis, les politiciens s'arrachent la première place à la messe et les faveurs des prêtres, à

"Etre athée en Roumanie, c'est avoir des droits politiques restreints."

Remus Cernea

Ancien député indépendant, ouvertement athée et militant pour la protection des droits civiques.

coups de lois faites sur mesure et de salaires généreux – le patriarche Daniel reçoit plus de 3000 euros par mois de l'Etat, soit six fois le salaire moyen roumain et l'équivalent du revenu d'un ministre.

Peu nombreux sont donc ceux qui osent défier l'Eglise orthodoxe au nom d'un Etat laïc, ou même "neutre" – comme la Roumanie se définit dans sa Constitution. "Puisqu'il y a une volonté d'empêcher toute laïcisation de la société, on reste dans une situation où l'Eglise est de facto d'Etat", note M. Gillet.

En 2013, Remus Cernea avait déposé un projet de loi visant à mettre fin au financement des cultes par le budget de l'Etat et permettre à chaque citoyen de choisir celui auquel il veut verser une partie de ses impôts. Une idée qualifiée in extremis d'"irréaliste" par la Patriarchie, qui précisait par ailleurs que cela "ne résoudrait pas la crise économique". Le projet dérange tant qu'il s'est perdu dans les méandres des commissions parlementaires, sans jamais être débattu en plénière. Aussi, en juillet dernier, le président de centre-droite Klaus Iohannis, de confession protestante, déclarait que "parler d'un impôt pour l'Eglise (qui en est exemptée pour l'instant, NdLR) me semble être une aventure fiscale".

Des droits politiques restreints

Apparaître comme un mauvais chrétien ou, pire, un athée, peut coûter cher politiquement dans un pays où 86% de la population serait orthodoxe, même si les chiffres du dernier recensement sont à prendre avec des pincettes au vu des nombreuses erreurs

méthodologiques rapportées.

Ainsi, les athées roumains – représentant 1% de la population selon le recensement, ou 3% d'après le sondage Gallup de juillet 2017 – ont encore du chemin à faire pour se creuser une vraie place au sein de la société. "Etre athée en Roumanie, c'est avoir des droits politiques restreints", tranche par exemple M. Cernea. Il tient pour preuve le fait que tous les membres du gouvernement sont obligés de réciter, la main sur la Bible, le serment prévu dans la Constitution jusqu'à la dernière phrase "Ainsi Dieu me soit en aide". Et si pour les parlementaires, une dérogation est possible, seuls 2 sur 470 en ont fait usage, après les législatives de décembre 2016.

De façon générale, "l'athéisme met en marge de la société", estime M. Gillet. Remus Cernea confirme: "Il y a une crainte à se déclarer athée. Parce que même si certaines personnes n'ont pas de croyance, elles ont des familles."

Néanmoins, "depuis quelques années, l'on observe des progrès", note Monica Belitoiu, de l'Association séculaire-humaniste de Roumanie. *L'athéisme a encore une connotation négative, étant associé au satanisme et au communisme. Mais plus de gens osent dire qu'ils ne croient pas en Dieu. Pour cela, les réseaux sociaux ont joué un grand rôle. Quand tu tombes sur des personnes qui partagent ton point de vue, tu deviens plus courageux.* En mai 2017, Ion Aion a osé l'impensable en publiant "La Confession d'un prêtre athée", après avoir décidé de se dévêtir de sa soutane.

La confiance envers l'Eglise en baisse

Aussi, de par leurs excès, leurs pots-de-vin et leur style de vie bling-bling, beaucoup de prêtres font eux-mêmes le travail de ceux qui cherchent à affaiblir l'influence de la religion. En 2016, la confiance envers l'Eglise orthodoxe est passée pour la première fois sous la barre des 60%. Si cela ne va pas nécessairement de pair avec une perte de la foi, cela risque, à terme, de refroidir les politiciens à faire les poches de l'Etat dès que l'Eglise tend la main.

"Cela est dû principalement aux débats sur l'argent dépensé pour la Cathédrale du salut de la nation. Des milliards d'euros

ont servi à construire de nouvelles églises, alors qu'on n'a pas construit un seul hôpital avec de l'argent public après 1989", explique M. Cernea. La bataille menée par les citoyens contre la construction de la Cathédrale du salut de la nation dans le parc Carol a d'ailleurs été un signe précurseur du ras-le-bol grandissant de la population face au faste des serviteurs du Seigneur.

Un pays polarisé

Mais à l'heure où la Roumanie commence à se libérer du joug de l'Eglise, 26 ONG religieuses, issues de divers cultes, sont passées à l'offensive. Réunies sous le nom de "Coalition pour la famille", elles ont récolté trois millions de signatures pour modifier la Constitution de sorte à définir le mariage comme l'union entre "l'homme et la femme" et interdire ainsi toute éventuelle légalisation du mariage homosexuel. "C'est intéressant de voir que la

haine les réunit tous", soupire M. Cernea.

L'organisation d'un référendum sur la question a été approuvée en mai 2017 par la chambre, tous les regards étant désormais tournés vers le Sénat. "S'ils obtiennent une victoire, ce sera un signe d'encouragement pour eux (il ne s'agit là que du premier des 50 points du programme ultra-conservateur de la Coalition, NdLR) et pour la société, un grand pas en arrière", s'inquiète M^{me} Belitoiu.

Selon M. Cernea, ce phénomène jette en tout cas une lumière crue sur la polarisation extrême entre "une Roumanie encore tributaire de l'autorité à ne pas questionner de l'Eglise" et "une Roumanie qui s'émancipe, qui comprend que la diversité est à chérir, non pas à ostraciser".

Maria Udrescu

